

Les grands bouleversements politiques: Quel impact sur les minorités religieuses?

CONFERENCE INSTITUT EGMONT 18/12/2013

**Intervention de S.E. M. Didier Reynders,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur et des Affaires européennes**

Messieurs les Professeurs,
Messieurs les Dignitaires religieux,
Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

Les développements de ces trois dernières années en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ce que l'on a communément appelé le printemps arabe) ont mené à bien des transformations sociétales dans ces pays. Ces bouleversements politiques ont en même temps remis à l'avant-plan la problématique de la situation des minorités religieuses.

Or, comme cela a été confirmé par les orateurs qui m'ont précédé, la **question est vaste et ne remonte pas à 3 ans**, y compris dans le monde arabe. La situation des Chrétiens d'Orient, par exemple, n'est pas nouvelle. Cela fait des années que ces communautés présentes pourtant depuis 2000 ans sont sous pression, en particulier en Iraq, menant à un exode massif. Le printemps arabe, et surtout l'arrivée au pouvoir de l'Islam politique, a certainement amplifié le phénomène. Je vais y revenir.

Le deuxième point de mon introduction concerne le fait qu'il est trop réducteur de penser qu'il s'agit d'un phénomène ne touchant essentiellement qu'aux relations entre Chrétiens et Musulmans. **Aucune religion n'est épargnée** et les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les tensions existent également au sein d'une même croyance. Nous en avons souffert en Europe lors des guerres entre Catholiques et Protestants comme le monde musulman souffre actuellement des violences intersectaires entre Sunnites et Chiites. Le plus grand nombre de victimes de violences interconfessionnelles est d'ailleurs au sein même de l'Islam.

Troisièmement, on découvre ou redécouvre, à l'occasion de conflits internes et interétatiques, que les transitions vers un ordre étatique et social nouveau impliquent des affrontements sectaires oubliés ou réprimés par les anciens régimes, mais qui refont surface par la **volonté des parties de "politiser la religion"**. Cette dimension idéologico-religieuse a toujours fait partie des révolutions. Je ne vous apprends rien, chaque révolution à son Robespierre et son Fouquier-Tinville. Il est malheureux de le constater mais les transitions ont une fâcheuse tendance à raviver/renforcer l'intolérance, sous quelque forme qu'elle soit. Je pense ici au conflit qui a déchiré l'ex-Yougoslavie en son temps ou qui déchire actuellement la Syrie, le Mali ou encore le Nigéria, ou plus récemment la Centrafrique. Cette liste de pays étant, à mon plus grand regret, loin d'être exhaustive...

Dans nombre de **conflits**, la **dimension religieuse** en est soit à l'origine, soit contribue à les alimenter. Et ceci avec toutes les conséquences pour le post-conflit vu la radicalisation qui s'est développée, souvent dans les 2 camps. Les soutiens extérieurs ne font qu'exacerber les tensions. On le voit dans la crise syrienne où les puissances sunnites du Golfe y affrontent l'Iran chiite assistant le régime Assad avec l'aide du Hezbollah.

Il nous faut prendre conscience de notre point de vue est parfois biaisé et trop manichéen, avec une tendance à opposer systématiquement l'Europe à "l'Autre". Or, il convient de souligner la **très grande diversité des situations**. Cette diversité ne permet ni des raccourcis simplistes, ni des analyses uniformes. Il est important que l'on comprenne que les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, que la majorité dans un pays peut-être la minorité dans un autre et inversement. Prenons pour exemple les cas de l'Iraq et de la Syrie: sous Saddam Hussein la minorité sunnite dominait la majorité chiite (ce qui n'est plus le cas actuellement); en Syrie c'est l'inverse, la minorité alaouite domine la majorité sunnite mais pour combien de temps encore?

Il faut également intégrer le fait que **"minorité" n'est pas synonyme d'"opprimés"**. La violence n'est pas que le seul fait de la majorité. Les extrémismes sont également à la base de nombreux mouvements de violences, je pense ici à Al-Qaeda, aux Talibans mais aussi aux juifs extrémistes ou encore aux bouddhistes birmans du mouvement "969"¹.

Nous devons enfin faire une **distinction entre "idéologie" et "idée de l'homme"**. L'idéologie est en effet toujours capable, même sur base du même matériau que l'idée de l'homme, d'en faire un outil de destruction systématique et jugé indispensable. Il faut malheureusement en être conscient et surtout en tenir compte.

2. Situations-pays

Permettez-moi de dire quelques mots sur des situations spécifiques et leurs conséquences sur les minorités religieuses.

Le **printemps arabe** tout d'abord. Je continue de penser que la transition prendra du temps, comme c'est le cas dans toute révolution. Il était quelque peu illusoire de croire que la transition démocratique allait s'enchaîner sans accros: que l'on assisterait à une révolution au printemps, que l'on allait adopter une nouvelle constitution en été, que l'on élirait un nouveau parlement à l'automne et qu'en hiver tout serait réglé. Un processus démocratique ne se limite pas au bon déroulement d'un scrutin électoral.

L'histoire européenne nous l'a démontré, ce processus prend du temps. Il n'est pas simple de passer d'un régime totalitaire fermement ancré dans la tradition d'un parti unique à un régime démocratique pluripartite. Cela a pris près d'un siècle à certains... Espérons que, dans ce cas-ci, comparaison ne soit pas raison.

¹ Mouvement "969": le nom fait référence à trois principes de base du bouddhisme - les neuf attributs spéciaux de Bouddha, les six attributs de son enseignement et les neuf attributs spéciaux de l'ordre bouddhiste.

Ceci dit, la victoire initiale de l'Islam politique sur le terrain, soit via les urnes, soit par la force, a quelque peu remis en question les acquis du passé. Je pense en particulier aux non ou moins religieux en Tunisie ou aux minorités en Syrie. L'un des mérites qu'il faut reconnaître au Président Assad était son bilan en matière de tolérance religieuse. Avant la guerre civile, toutes les minorités étaient protégées et les droits de chacun en matière de croyance étaient assurés. La montée des radicalismes – y compris dans le chef du régime – a changé la donne, ce qui est très inquiétant, en particulier pour l'après-Assad.

En **Afrique**, de plus en plus de conflits tendent à avoir une dimension religieuse, une nouvelle donne qui s'ajoute aux situations d'instabilité et de tensions ethniques. On en fait l'expérience au Mali, au Nigéria et en Centrafrique où des groupes avec un agenda religieux s'en prennent à d'autres communautés. Ici aussi, les soutiens externes et la politisation de la religion jouent clairement un rôle et compliquent la nature des différends. Avec bien entendu toutes les implications sur la stabilité sur le long terme. La présence de mouvements radicaux sur le continent, qui se réfugient dans des régions où l'absence d'Etat de droit représente à la fois une zone sans contrôle et un terreau fertile pour y semer des idéologies radicales au sein d'une jeunesse sans avenir. C'est particulièrement le cas en Somalie, avec des répercussions dramatiques pour les pays voisins.

En **Asie**, les développements de ces dernières années au Sri Lanka et au Myanmar ont permis d'améliorer la situation. Toutefois, si la guerre civile entre Cingalais bouddhistes et Tamouls hindous a pris fin, la cohabitation entre les différentes communautés est encore loin d'être optimale et le respect des minorités religieuses n'est pas encore acquis. La question était davantage ethnique que religieuse mais ici aussi le facteur religieux a accentué les divergences. Au Myanmar, la fin officielle de la junte militaire a remis en avant la question des minorités ethniques – et dans certains cas religieuses, comme dans l'Etat du Rakhine avec la minorité musulmane Rohingya. Des violences confessionnelles ont également eu lieu dans d'autres Etats, faisant plusieurs dizaines de morts, particulièrement au sein de la minorité musulmane, ce qui a fait réagir les pays islamiques.

L'**Europe** n'est pas non plus épargnée, que cela soit dans les relations directes entre communautés religieuses dans nos sociétés, ou face aux bouleversements politiques dans d'autres pays entretenant des liens avec certaines de nos communautés. Ainsi, le conflit israélo-arabe n'est jamais bien loin quand il s'agit des relations entre Juifs et Musulmans. L'antisémitisme n'est pas un mythe et l'on en constate ces dernières années une recrudescence dans certains pays. Je ne vais pas évoquer ici la situation dans les Balkans, d'autres l'ont fait avant moi.

On le voit, aucun continent, aucune religion n'est épargnée. La mobilisation de tous est dès lors requise.

3. Actions à entreprendre

Que faut-il faire face à cette situation? Comment contribuer à garantir la liberté religieuse partout et en toute circonstance?

Comme par le passé, la vigilance et la persévérance restent avant tout de mise.

Depuis que je suis Ministre des Affaires Etrangères, je n'ai cessé d'insister pour que les droits de toutes les minorités soient respectés, qu'il s'agisse de minorités ethniques ou religieuses. Toutes les composantes de la société, sans distinction, doivent pouvoir avoir les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur pays.

Il est donc tout d'abord primordial que les (nouveaux) régimes en place s'engagent à **respecter les droits de toutes les composantes de la société**. C'est crucial, surtout là où ces communautés sont présentes depuis des siècles. La Belgique et ses partenaires européens continueront de faire passer ces messages dans nos contacts avec les autorités de ces pays.

Le respect de ses droits commence également par le **respect des droits des autres**. La majorité dans un pays peut être la minorité dans un autre et inversement. Il ne faut jamais l'oublier. Je vois là un rôle important des communautés religieuses dans les autres pays: apaiser les tensions et rapprocher les gens plutôt qu'attiser les rivalités. Or trop souvent, on se présente comme le défenseur de "sa" communauté, sans nécessairement faire une analyse approfondie de la situation. Cela fait partie de la contribution de la société civile en faveur du mieux vivre-ensemble.

J'estime dès lors qu'il est essentiel de **défendre et de se mobiliser pour les valeurs et les principes en tant que tels** plutôt que pour des causes individuelles. Ce n'est que comme cela que l'on pourra être crédible et résoudre chaque crise de manière durable sans stigmatiser l'une ou l'autre communauté religieuse. Sinon, je crains que ce ne soit contreproductif et que cela ne contribue qu'à renforcer les divisions et à promouvoir le radicalisme.

En outre, je suis convaincu qu'une **séparation entre la religion et l'Etat** est indispensable pour éviter de politiser la foi, qui doit pour moi relever strictement de l'ordre de la sphère privée. Nous avons connu en Europe les effets qu'un mélange des genres peut apporter. Cette rupture entre la gestion étatique et l'Eglise, la Mosquée ou la Synagogue est à mon sens un passage obligé, même si les sociétés concernées n'y sont sans doute pas encore prêtes, surtout du côté des religieux. On constate certains reculs dans la Turquie d'Atatürk, ce qui est très préoccupant car c'est justement dans l'autre direction qu'il faudrait aller. Selon moi, le rôle de l'Etat devrait se limiter à fixer le cadre et surtout à veiller au respect de ces droits individuels.

Au XXIème siècle, le **droit de ne pas avoir de religion ou de croyance** devrait être un droit tout aussi important que celui de pouvoir pratiquer librement sa religion. Je me félicite que l'UE ait développé en juin dernier des lignes directrices sur la promotion et la protection des libertés de religion ou de conviction. Ce document réaffirme le droit fondamental de tout individu en la matière et sert de guide à la position de l'UE, notamment dans nos postes diplomatiques dans les Etats tiers. L'UE réaffirme ainsi les droits de chacun et non de communauté en particulier. Cette distinction est importante car certains privilégient le concept de diffamation des religions, qui peut remettre en question la liberté individuelle, notamment en matière de liberté d'expression et de conscience.

4. Conclusion

Je conclurai en reprenant les mots de John Kerry: "*As a country, as a society, we live and breathe the idea of religious freedom and religious tolerance, whatever the religion...*". Plus que jamais, la tolérance et le respect de l'autre, y compris de ses convictions, restent primordiales. Tout le monde a à son niveau un rôle à jouer et une contribution à apporter. J'espère que ce genre de conférence aura permis de rapprocher quelque peu les points de vue et surtout la compréhension des autres communautés.

Je vous remercie.

Les grands bouleversements politiques: Quel impact sur les minorités religieuses?

CONFERENCE INSTITUT EGMONT 18/12/2013

**Intervention de S.E. M. Didier Reynders,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur et des Affaires européennes**

Messieurs les Professeurs,
Messieurs les Dignitaires religieux,
Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

Les développements de ces trois dernières années en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ce que l'on a communément appelé le printemps arabe) ont mené à bien des transformations sociétales dans ces pays. Ces bouleversements politiques ont en même temps remis à l'avant-plan la problématique de la situation des minorités religieuses.

Or, comme cela a été confirmé par les orateurs qui m'ont précédé, la **question est vaste et ne remonte pas à 3 ans**, y compris dans le monde arabe. La situation des Chrétiens d'Orient, par exemple, n'est pas nouvelle. Cela fait des années que ces communautés présentes pourtant depuis 2000 ans sont sous pression, en particulier en Iraq, menant à un exode massif. Le printemps arabe, et surtout l'arrivée au pouvoir de l'Islam politique, a certainement amplifié le phénomène. Je vais y revenir.

Le deuxième point de mon introduction concerne le fait qu'il est trop réducteur de penser qu'il s'agit d'un phénomène ne touchant essentiellement qu'aux relations entre Chrétiens et Musulmans. **Aucune religion n'est épargnée** et les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les tensions existent également au sein d'une même croyance. Nous en avons souffert en Europe lors des guerres entre Catholiques et Protestants comme le monde musulman souffre actuellement des violences intersectaires entre Sunnites et Chiites. Le plus grand nombre de victimes de violences interconfessionnelles est d'ailleurs au sein même de l'Islam.

Troisièmement, on découvre ou redécouvre, à l'occasion de conflits internes et interétatiques, que les transitions vers un ordre étatique et social nouveau impliquent des affrontements sectaires oubliés ou réprimés par les anciens régimes, mais qui refont surface par la **volonté des parties de "politiser la religion"**. Cette dimension idéologico-religieuse a toujours fait partie des révolutions. Je ne vous apprends rien, chaque révolution à son Robespierre et son Fouquier-Tinville. Il est malheureux de le constater mais les transitions ont une fâcheuse tendance à raviver/renforcer l'intolérance, sous quelque forme qu'elle soit. Je pense ici au conflit qui a déchiré l'ex-Yougoslavie en son temps ou qui déchire actuellement la Syrie, le Mali ou encore le Nigéria, ou plus récemment la Centrafrique. Cette liste de pays étant, à mon plus grand regret, loin d'être exhaustive...

Dans nombre de **conflits**, la **dimension religieuse** en est soit à l'origine, soit contribue à les alimenter. Et ceci avec toutes les conséquences pour le post-conflit vu la radicalisation qui s'est développée, souvent dans les 2 camps. Les soutiens extérieurs ne font qu'exacerber les tensions. On le voit dans la crise syrienne où les puissances sunnites du Golfe y affrontent l'Iran chiite assistant le régime Assad avec l'aide du Hezbollah.

Il nous faut prendre conscience de notre point de vue est parfois biaisé et trop manichéen, avec une tendance à opposer systématiquement l'Europe à "l'Autre". Or, il convient de souligner la **très grande diversité des situations**. Cette diversité ne permet ni des raccourcis simplistes, ni des analyses uniformes. Il est important que l'on comprenne que les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, que la majorité dans un pays peut-être la minorité dans un autre et inversement. Prenons pour exemple les cas de l'Iraq et de la Syrie: sous Saddam Hussein la minorité sunnite dominait la majorité chiite (ce qui n'est plus le cas actuellement); en Syrie c'est l'inverse, la minorité alaouite domine la majorité sunnite mais pour combien de temps encore?

Il faut également intégrer le fait que **"minorité" n'est pas synonyme d'"opprimés"**. La violence n'est pas que le seul fait de la majorité. Les extrémismes sont également à la base de nombreux mouvements de violences, je pense ici à Al-Qaeda, aux Talibans mais aussi aux juifs extrémistes ou encore aux bouddhistes birmans du mouvement "969"¹.

Nous devons enfin faire une **distinction entre "idéologie" et "idée de l'homme"**. L'idéologie est en effet toujours capable, même sur base du même matériau que l'idée de l'homme, d'en faire un outil de destruction systématique et jugé indispensable. Il faut malheureusement en être conscient et surtout en tenir compte.

2. Situations-pays

Permettez-moi de dire quelques mots sur des situations spécifiques et leurs conséquences sur les minorités religieuses.

Le **printemps arabe** tout d'abord. Je continue de penser que la transition prendra du temps, comme c'est le cas dans toute révolution. Il était quelque peu illusoire de croire que la transition démocratique allait s'enchaîner sans accros: que l'on assisterait à une révolution au printemps, que l'on allait adopter une nouvelle constitution en été, que l'on élirait un nouveau parlement à l'automne et qu'en hiver tout serait réglé. Un processus démocratique ne se limite pas au bon déroulement d'un scrutin électoral.

L'histoire européenne nous l'a démontré, ce processus prend du temps. Il n'est pas simple de passer d'un régime totalitaire fermement ancré dans la tradition d'un parti unique à un régime démocratique pluripartite. Cela a pris près d'un siècle à certains... Espérons que, dans ce cas-ci, comparaison ne soit pas raison.

¹ Mouvement "969": le nom fait référence à trois principes de base du bouddhisme - les neuf attributs spéciaux de Bouddha, les six attributs de son enseignement et les neuf attributs spéciaux de l'ordre bouddhiste.

Ceci dit, la victoire initiale de l'Islam politique sur le terrain, soit via les urnes, soit par la force, a quelque peu remis en question les acquis du passé. Je pense en particulier aux non ou moins religieux en Tunisie ou aux minorités en Syrie. L'un des mérites qu'il faut reconnaître au Président Assad était son bilan en matière de tolérance religieuse. Avant la guerre civile, toutes les minorités étaient protégées et les droits de chacun en matière de croyance étaient assurés. La montée des radicalismes – y compris dans le chef du régime – a changé la donne, ce qui est très inquiétant, en particulier pour l'après-Assad.

En **Afrique**, de plus en plus de conflits tendent à avoir une dimension religieuse, une nouvelle donne qui s'ajoute aux situations d'instabilité et de tensions ethniques. On en fait l'expérience au Mali, au Nigéria et en Centrafrique où des groupes avec un agenda religieux s'en prennent à d'autres communautés. Ici aussi, les soutiens externes et la politisation de la religion jouent clairement un rôle et compliquent la nature des différends. Avec bien entendu toutes les implications sur la stabilité sur le long terme. La présence de mouvements radicaux sur le continent, qui se réfugient dans des régions où l'absence d'Etat de droit représente à la fois une zone sans contrôle et un terreau fertile pour y semer des idéologies radicales au sein d'une jeunesse sans avenir. C'est particulièrement le cas en Somalie, avec des répercussions dramatiques pour les pays voisins.

En **Asie**, les développements de ces dernières années au Sri Lanka et au Myanmar ont permis d'améliorer la situation. Toutefois, si la guerre civile entre Cingalais bouddhistes et Tamouls hindous a pris fin, la cohabitation entre les différentes communautés est encore loin d'être optimale et le respect des minorités religieuses n'est pas encore acquis. La question était davantage ethnique que religieuse mais ici aussi le facteur religieux a accentué les divergences. Au Myanmar, la fin officielle de la junte militaire a remis en avant la question des minorités ethniques – et dans certains cas religieuses, comme dans l'Etat du Rakhine avec la minorité musulmane Rohingya. Des violences confessionnelles ont également eu lieu dans d'autres Etats, faisant plusieurs dizaines de morts, particulièrement au sein de la minorité musulmane, ce qui a fait réagir les pays islamiques.

L'**Europe** n'est pas non plus épargnée, que cela soit dans les relations directes entre communautés religieuses dans nos sociétés, ou face aux bouleversements politiques dans d'autres pays entretenant des liens avec certaines de nos communautés. Ainsi, le conflit israélo-arabe n'est jamais bien loin quand il s'agit des relations entre Juifs et Musulmans. L'antisémitisme n'est pas un mythe et l'on en constate ces dernières années une recrudescence dans certains pays. Je ne vais pas évoquer ici la situation dans les Balkans, d'autres l'ont fait avant moi.

On le voit, aucun continent, aucune religion n'est épargnée. La mobilisation de tous est dès lors requise.

3. Actions à entreprendre

Que faut-il faire face à cette situation? Comment contribuer à garantir la liberté religieuse partout et en toute circonstance?

Comme par le passé, la vigilance et la persévérance restent avant tout de mise.

Depuis que je suis Ministre des Affaires Etrangères, je n'ai cessé d'insister pour que les droits de toutes les minorités soient respectés, qu'il s'agisse de minorités ethniques ou religieuses. Toutes les composantes de la société, sans distinction, doivent pouvoir avoir les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur pays.

Il est donc tout d'abord primordial que les (nouveaux) régimes en place s'engagent à **respecter les droits de toutes les composantes de la société**. C'est crucial, surtout là où ces communautés sont présentes depuis des siècles. La Belgique et ses partenaires européens continueront de faire passer ces messages dans nos contacts avec les autorités de ces pays.

Le respect de ses droits commence également par le **respect des droits des autres**. La majorité dans un pays peut être la minorité dans un autre et inversement. Il ne faut jamais l'oublier. Je vois là un rôle important des communautés religieuses dans les autres pays: apaiser les tensions et rapprocher les gens plutôt qu'attiser les rivalités. Or trop souvent, on se présente comme le défenseur de "sa" communauté, sans nécessairement faire une analyse approfondie de la situation. Cela fait partie de la contribution de la société civile en faveur du mieux vivre-ensemble.

J'estime dès lors qu'il est essentiel de **défendre et de se mobiliser pour les valeurs et les principes en tant que tels** plutôt que pour des causes individuelles. Ce n'est que comme cela que l'on pourra être crédible et résoudre chaque crise de manière durable sans stigmatiser l'une ou l'autre communauté religieuse. Sinon, je crains que ce ne soit contreproductif et que cela ne contribue qu'à renforcer les divisions et à promouvoir le radicalisme.

En outre, je suis convaincu qu'une **séparation entre la religion et l'Etat** est indispensable pour éviter de politiser la foi, qui doit pour moi relever strictement de l'ordre de la sphère privée. Nous avons connu en Europe les effets qu'un mélange des genres peut apporter. Cette rupture entre la gestion étatique et l'Eglise, la Mosquée ou la Synagogue est à mon sens un passage obligé, même si les sociétés concernées n'y sont sans doute pas encore prêtes, surtout du côté des religieux. On constate certains reculs dans la Turquie d'Atatürk, ce qui est très préoccupant car c'est justement dans l'autre direction qu'il faudrait aller. Selon moi, le rôle de l'Etat devrait se limiter à fixer le cadre et surtout à veiller au respect de ces droits individuels.

Au XXIème siècle, le **droit de ne pas avoir de religion ou de croyance** devrait être un droit tout aussi important que celui de pouvoir pratiquer librement sa religion. Je me félicite que l'UE ait développé en juin dernier des lignes directrices sur la promotion et la protection des libertés de religion ou de conviction. Ce document réaffirme le droit fondamental de tout individu en la matière et sert de guide à la position de l'UE, notamment dans nos postes diplomatiques dans les Etats tiers. L'UE réaffirme ainsi les droits de chacun et non de communauté en particulier. Cette distinction est importante car certains privilégient le concept de diffamation des religions, qui peut remettre en question la liberté individuelle, notamment en matière de liberté d'expression et de conscience.

4. Conclusion

Je conclurai en reprenant les mots de John Kerry: "*As a country, as a society, we live and breathe the idea of religious freedom and religious tolerance, whatever the religion...*". Plus que jamais, la tolérance et le respect de l'autre, y compris de ses convictions, restent primordiales. Tout le monde a à son niveau un rôle à jouer et une contribution à apporter. J'espère que ce genre de conférence aura permis de rapprocher quelque peu les points de vue et surtout la compréhension des autres communautés.

Je vous remercie.

Les grands bouleversements politiques: Quel impact sur les minorités religieuses?

CONFERENCE INSTITUT EGMONT 18/12/2013

**Intervention de S.E. M. Didier Reynders,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur et des Affaires européennes**

Messieurs les Professeurs,
Messieurs les Dignitaires religieux,
Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

Les développements de ces trois dernières années en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ce que l'on a communément appelé le printemps arabe) ont mené à bien des transformations sociétales dans ces pays. Ces bouleversements politiques ont en même temps remis à l'avant-plan la problématique de la situation des minorités religieuses.

Or, comme cela a été confirmé par les orateurs qui m'ont précédé, la **question est vaste et ne remonte pas à 3 ans**, y compris dans le monde arabe. La situation des Chrétiens d'Orient, par exemple, n'est pas nouvelle. Cela fait des années que ces communautés présentes pourtant depuis 2000 ans sont sous pression, en particulier en Iraq, menant à un exode massif. Le printemps arabe, et surtout l'arrivée au pouvoir de l'Islam politique, a certainement amplifié le phénomène. Je vais y revenir.

Le deuxième point de mon introduction concerne le fait qu'il est trop réducteur de penser qu'il s'agit d'un phénomène ne touchant essentiellement qu'aux relations entre Chrétiens et Musulmans. **Aucune religion n'est épargnée** et les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les tensions existent également au sein d'une même croyance. Nous en avons souffert en Europe lors des guerres entre Catholiques et Protestants comme le monde musulman souffre actuellement des violences intersectaires entre Sunnites et Chiites. Le plus grand nombre de victimes de violences interconfessionnelles est d'ailleurs au sein même de l'Islam.

Troisièmement, on découvre ou redécouvre, à l'occasion de conflits internes et interétatiques, que les transitions vers un ordre étatique et social nouveau impliquent des affrontements sectaires oubliés ou réprimés par les anciens régimes, mais qui refont surface par la **volonté des parties de "politiser la religion"**. Cette dimension idéologico-religieuse a toujours fait partie des révolutions. Je ne vous apprends rien, chaque révolution à son Robespierre et son Fouquier-Tinville. Il est malheureux de le constater mais les transitions ont une fâcheuse tendance à raviver/renforcer l'intolérance, sous quelque forme qu'elle soit. Je pense ici au conflit qui a déchiré l'ex-Yougoslavie en son temps ou qui déchire actuellement la Syrie, le Mali ou encore le Nigéria, ou plus récemment la Centrafrique. Cette liste de pays étant, à mon plus grand regret, loin d'être exhaustive...

Dans nombre de **conflits**, la **dimension religieuse** en est soit à l'origine, soit contribue à les alimenter. Et ceci avec toutes les conséquences pour le post-conflit vu la radicalisation qui s'est développée, souvent dans les 2 camps. Les soutiens extérieurs ne font qu'exacerber les tensions. On le voit dans la crise syrienne où les puissances sunnites du Golfe y affrontent l'Iran chiite assistant le régime Assad avec l'aide du Hezbollah.

Il nous faut prendre conscience de notre point de vue est parfois biaisé et trop manichéen, avec une tendance à opposer systématiquement l'Europe à "l'Autre". Or, il convient de souligner la **très grande diversité des situations**. Cette diversité ne permet ni des raccourcis simplistes, ni des analyses uniformes. Il est important que l'on comprenne que les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, que la majorité dans un pays peut-être la minorité dans un autre et inversement. Prenons pour exemple les cas de l'Iraq et de la Syrie: sous Saddam Hussein la minorité sunnite dominait la majorité chiite (ce qui n'est plus le cas actuellement); en Syrie c'est l'inverse, la minorité alaouite domine la majorité sunnite mais pour combien de temps encore?

Il faut également intégrer le fait que **"minorité" n'est pas synonyme d'"opprimés"**. La violence n'est pas que le seul fait de la majorité. Les extrémismes sont également à la base de nombreux mouvements de violences, je pense ici à Al-Qaeda, aux Talibans mais aussi aux juifs extrémistes ou encore aux bouddhistes birmans du mouvement "969"¹.

Nous devons enfin faire une **distinction entre "idéologie" et "idée de l'homme"**. L'idéologie est en effet toujours capable, même sur base du même matériau que l'idée de l'homme, d'en faire un outil de destruction systématique et jugé indispensable. Il faut malheureusement en être conscient et surtout en tenir compte.

2. Situations-pays

Permettez-moi de dire quelques mots sur des situations spécifiques et leurs conséquences sur les minorités religieuses.

Le **printemps arabe** tout d'abord. Je continue de penser que la transition prendra du temps, comme c'est le cas dans toute révolution. Il était quelque peu illusoire de croire que la transition démocratique allait s'enchaîner sans accros: que l'on assisterait à une révolution au printemps, que l'on allait adopter une nouvelle constitution en été, que l'on élirait un nouveau parlement à l'automne et qu'en hiver tout serait réglé. Un processus démocratique ne se limite pas au bon déroulement d'un scrutin électoral.

L'histoire européenne nous l'a démontré, ce processus prend du temps. Il n'est pas simple de passer d'un régime totalitaire fermement ancré dans la tradition d'un parti unique à un régime démocratique pluripartite. Cela a pris près d'un siècle à certains... Espérons que, dans ce cas-ci, comparaison ne soit pas raison.

¹ Mouvement "969": le nom fait référence à trois principes de base du bouddhisme - les neuf attributs spéciaux de Bouddha, les six attributs de son enseignement et les neuf attributs spéciaux de l'ordre bouddhiste.

Ceci dit, la victoire initiale de l'Islam politique sur le terrain, soit via les urnes, soit par la force, a quelque peu remis en question les acquis du passé. Je pense en particulier aux non ou moins religieux en Tunisie ou aux minorités en Syrie. L'un des mérites qu'il faut reconnaître au Président Assad était son bilan en matière de tolérance religieuse. Avant la guerre civile, toutes les minorités étaient protégées et les droits de chacun en matière de croyance étaient assurés. La montée des radicalismes – y compris dans le chef du régime – a changé la donne, ce qui est très inquiétant, en particulier pour l'après-Assad.

En **Afrique**, de plus en plus de conflits tendent à avoir une dimension religieuse, une nouvelle donne qui s'ajoute aux situations d'instabilité et de tensions ethniques. On en fait l'expérience au Mali, au Nigéria et en Centrafrique où des groupes avec un agenda religieux s'en prennent à d'autres communautés. Ici aussi, les soutiens externes et la politisation de la religion jouent clairement un rôle et compliquent la nature des différends. Avec bien entendu toutes les implications sur la stabilité sur le long terme. La présence de mouvements radicaux sur le continent, qui se réfugient dans des régions où l'absence d'Etat de droit représente à la fois une zone sans contrôle et un terreau fertile pour y semer des idéologies radicales au sein d'une jeunesse sans avenir. C'est particulièrement le cas en Somalie, avec des répercussions dramatiques pour les pays voisins.

En **Asie**, les développements de ces dernières années au Sri Lanka et au Myanmar ont permis d'améliorer la situation. Toutefois, si la guerre civile entre Cingalais bouddhistes et Tamouls hindous a pris fin, la cohabitation entre les différentes communautés est encore loin d'être optimale et le respect des minorités religieuses n'est pas encore acquis. La question était davantage ethnique que religieuse mais ici aussi le facteur religieux a accentué les divergences. Au Myanmar, la fin officielle de la junte militaire a remis en avant la question des minorités ethniques – et dans certains cas religieuses, comme dans l'Etat du Rakhine avec la minorité musulmane Rohingya. Des violences confessionnelles ont également eu lieu dans d'autres Etats, faisant plusieurs dizaines de morts, particulièrement au sein de la minorité musulmane, ce qui a fait réagir les pays islamiques.

L'**Europe** n'est pas non plus épargnée, que cela soit dans les relations directes entre communautés religieuses dans nos sociétés, ou face aux bouleversements politiques dans d'autres pays entretenant des liens avec certaines de nos communautés. Ainsi, le conflit israélo-arabe n'est jamais bien loin quand il s'agit des relations entre Juifs et Musulmans. L'antisémitisme n'est pas un mythe et l'on en constate ces dernières années une recrudescence dans certains pays. Je ne vais pas évoquer ici la situation dans les Balkans, d'autres l'ont fait avant moi.

On le voit, aucun continent, aucune religion n'est épargnée. La mobilisation de tous est dès lors requise.

3. Actions à entreprendre

Que faut-il faire face à cette situation? Comment contribuer à garantir la liberté religieuse partout et en toute circonstance?

Comme par le passé, la vigilance et la persévérance restent avant tout de mise.

Depuis que je suis Ministre des Affaires Etrangères, je n'ai cessé d'insister pour que les droits de toutes les minorités soient respectés, qu'il s'agisse de minorités ethniques ou religieuses. Toutes les composantes de la société, sans distinction, doivent pouvoir avoir les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur pays.

Il est donc tout d'abord primordial que les (nouveaux) régimes en place s'engagent à **respecter les droits de toutes les composantes de la société**. C'est crucial, surtout là où ces communautés sont présentes depuis des siècles. La Belgique et ses partenaires européens continueront de faire passer ces messages dans nos contacts avec les autorités de ces pays.

Le respect de ses droits commence également par le **respect des droits des autres**. La majorité dans un pays peut être la minorité dans un autre et inversement. Il ne faut jamais l'oublier. Je vois là un rôle important des communautés religieuses dans les autres pays: apaiser les tensions et rapprocher les gens plutôt qu'attiser les rivalités. Or trop souvent, on se présente comme le défenseur de "sa" communauté, sans nécessairement faire une analyse approfondie de la situation. Cela fait partie de la contribution de la société civile en faveur du mieux vivre-ensemble.

J'estime dès lors qu'il est essentiel de **défendre et de se mobiliser pour les valeurs et les principes en tant que tels** plutôt que pour des causes individuelles. Ce n'est que comme cela que l'on pourra être crédible et résoudre chaque crise de manière durable sans stigmatiser l'une ou l'autre communauté religieuse. Sinon, je crains que ce ne soit contreproductif et que cela ne contribue qu'à renforcer les divisions et à promouvoir le radicalisme.

En outre, je suis convaincu qu'une **séparation entre la religion et l'Etat** est indispensable pour éviter de politiser la foi, qui doit pour moi relever strictement de l'ordre de la sphère privée. Nous avons connu en Europe les effets qu'un mélange des genres peut apporter. Cette rupture entre la gestion étatique et l'Eglise, la Mosquée ou la Synagogue est à mon sens un passage obligé, même si les sociétés concernées n'y sont sans doute pas encore prêtes, surtout du côté des religieux. On constate certains reculs dans la Turquie d'Atatürk, ce qui est très préoccupant car c'est justement dans l'autre direction qu'il faudrait aller. Selon moi, le rôle de l'Etat devrait se limiter à fixer le cadre et surtout à veiller au respect de ces droits individuels.

Au XXIème siècle, le **droit de ne pas avoir de religion ou de croyance** devrait être un droit tout aussi important que celui de pouvoir pratiquer librement sa religion. Je me félicite que l'UE ait développé en juin dernier des lignes directrices sur la promotion et la protection des libertés de religion ou de conviction. Ce document réaffirme le droit fondamental de tout individu en la matière et sert de guide à la position de l'UE, notamment dans nos postes diplomatiques dans les Etats tiers. L'UE réaffirme ainsi les droits de chacun et non de communauté en particulier. Cette distinction est importante car certains privilégient le concept de diffamation des religions, qui peut remettre en question la liberté individuelle, notamment en matière de liberté d'expression et de conscience.

4. Conclusion

Je conclurai en reprenant les mots de John Kerry: "*As a country, as a society, we live and breathe the idea of religious freedom and religious tolerance, whatever the religion...*". Plus que jamais, la tolérance et le respect de l'autre, y compris de ses convictions, restent primordiales. Tout le monde a à son niveau un rôle à jouer et une contribution à apporter. J'espère que ce genre de conférence aura permis de rapprocher quelque peu les points de vue et surtout la compréhension des autres communautés.

Je vous remercie.

Les grands bouleversements politiques: Quel impact sur les minorités religieuses?

CONFERENCE INSTITUT EGMONT 18/12/2013

**Intervention de S.E. M. Didier Reynders,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur et des Affaires européennes**

Messieurs les Professeurs,
Messieurs les Dignitaires religieux,
Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

Les développements de ces trois dernières années en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ce que l'on a communément appelé le printemps arabe) ont mené à bien des transformations sociétales dans ces pays. Ces bouleversements politiques ont en même temps remis à l'avant-plan la problématique de la situation des minorités religieuses.

Or, comme cela a été confirmé par les orateurs qui m'ont précédé, la **question est vaste et ne remonte pas à 3 ans**, y compris dans le monde arabe. La situation des Chrétiens d'Orient, par exemple, n'est pas nouvelle. Cela fait des années que ces communautés présentes pourtant depuis 2000 ans sont sous pression, en particulier en Iraq, menant à un exode massif. Le printemps arabe, et surtout l'arrivée au pouvoir de l'Islam politique, a certainement amplifié le phénomène. Je vais y revenir.

Le deuxième point de mon introduction concerne le fait qu'il est trop réducteur de penser qu'il s'agit d'un phénomène ne touchant essentiellement qu'aux relations entre Chrétiens et Musulmans. **Aucune religion n'est épargnée** et les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les tensions existent également au sein d'une même croyance. Nous en avons souffert en Europe lors des guerres entre Catholiques et Protestants comme le monde musulman souffre actuellement des violences intersectaires entre Sunnites et Chiites. Le plus grand nombre de victimes de violences interconfessionnelles est d'ailleurs au sein même de l'Islam.

Troisièmement, on découvre ou redécouvre, à l'occasion de conflits internes et interétatiques, que les transitions vers un ordre étatique et social nouveau impliquent des affrontements sectaires oubliés ou réprimés par les anciens régimes, mais qui refont surface par la **volonté des parties de "politiser la religion"**. Cette dimension idéologico-religieuse a toujours fait partie des révolutions. Je ne vous apprends rien, chaque révolution à son Robespierre et son Fouquier-Tinville. Il est malheureux de le constater mais les transitions ont une fâcheuse tendance à raviver/renforcer l'intolérance, sous quelque forme qu'elle soit. Je pense ici au conflit qui a déchiré l'ex-Yougoslavie en son temps ou qui déchire actuellement la Syrie, le Mali ou encore le Nigéria, ou plus récemment la Centrafrique. Cette liste de pays étant, à mon plus grand regret, loin d'être exhaustive...

Dans nombre de **conflits**, la **dimension religieuse** en est soit à l'origine, soit contribue à les alimenter. Et ceci avec toutes les conséquences pour le post-conflit vu la radicalisation qui s'est développée, souvent dans les 2 camps. Les soutiens extérieurs ne font qu'exacerber les tensions. On le voit dans la crise syrienne où les puissances sunnites du Golfe y affrontent l'Iran chiite assistant le régime Assad avec l'aide du Hezbollah.

Il nous faut prendre conscience de notre point de vue est parfois biaisé et trop manichéen, avec une tendance à opposer systématiquement l'Europe à "l'Autre". Or, il convient de souligner la **très grande diversité des situations**. Cette diversité ne permet ni des raccourcis simplistes, ni des analyses uniformes. Il est important que l'on comprenne que les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, que la majorité dans un pays peut-être la minorité dans un autre et inversement. Prenons pour exemple les cas de l'Iraq et de la Syrie: sous Saddam Hussein la minorité sunnite dominait la majorité chiite (ce qui n'est plus le cas actuellement); en Syrie c'est l'inverse, la minorité alaouite domine la majorité sunnite mais pour combien de temps encore?

Il faut également intégrer le fait que **"minorité" n'est pas synonyme d'"opprimés"**. La violence n'est pas que le seul fait de la majorité. Les extrémismes sont également à la base de nombreux mouvements de violences, je pense ici à Al-Qaeda, aux Talibans mais aussi aux juifs extrémistes ou encore aux bouddhistes birmans du mouvement "969"¹.

Nous devons enfin faire une **distinction entre "idéologie" et "idée de l'homme"**. L'idéologie est en effet toujours capable, même sur base du même matériau que l'idée de l'homme, d'en faire un outil de destruction systématique et jugé indispensable. Il faut malheureusement en être conscient et surtout en tenir compte.

2. Situations-pays

Permettez-moi de dire quelques mots sur des situations spécifiques et leurs conséquences sur les minorités religieuses.

Le **printemps arabe** tout d'abord. Je continue de penser que la transition prendra du temps, comme c'est le cas dans toute révolution. Il était quelque peu illusoire de croire que la transition démocratique allait s'enchaîner sans accros: que l'on assisterait à une révolution au printemps, que l'on allait adopter une nouvelle constitution en été, que l'on élirait un nouveau parlement à l'automne et qu'en hiver tout serait réglé. Un processus démocratique ne se limite pas au bon déroulement d'un scrutin électoral.

L'histoire européenne nous l'a démontré, ce processus prend du temps. Il n'est pas simple de passer d'un régime totalitaire fermement ancré dans la tradition d'un parti unique à un régime démocratique pluripartite. Cela a pris près d'un siècle à certains... Espérons que, dans ce cas-ci, comparaison ne soit pas raison.

¹ Mouvement "969": le nom fait référence à trois principes de base du bouddhisme - les neuf attributs spéciaux de Bouddha, les six attributs de son enseignement et les neuf attributs spéciaux de l'ordre bouddhiste.

Ceci dit, la victoire initiale de l'Islam politique sur le terrain, soit via les urnes, soit par la force, a quelque peu remis en question les acquis du passé. Je pense en particulier aux non ou moins religieux en Tunisie ou aux minorités en Syrie. L'un des mérites qu'il faut reconnaître au Président Assad était son bilan en matière de tolérance religieuse. Avant la guerre civile, toutes les minorités étaient protégées et les droits de chacun en matière de croyance étaient assurés. La montée des radicalismes – y compris dans le chef du régime – a changé la donne, ce qui est très inquiétant, en particulier pour l'après-Assad.

En **Afrique**, de plus en plus de conflits tendent à avoir une dimension religieuse, une nouvelle donne qui s'ajoute aux situations d'instabilité et de tensions ethniques. On en fait l'expérience au Mali, au Nigéria et en Centrafrique où des groupes avec un agenda religieux s'en prennent à d'autres communautés. Ici aussi, les soutiens externes et la politisation de la religion jouent clairement un rôle et compliquent la nature des différends. Avec bien entendu toutes les implications sur la stabilité sur le long terme. La présence de mouvements radicaux sur le continent, qui se réfugient dans des régions où l'absence d'Etat de droit représente à la fois une zone sans contrôle et un terreau fertile pour y semer des idéologies radicales au sein d'une jeunesse sans avenir. C'est particulièrement le cas en Somalie, avec des répercussions dramatiques pour les pays voisins.

En **Asie**, les développements de ces dernières années au Sri Lanka et au Myanmar ont permis d'améliorer la situation. Toutefois, si la guerre civile entre Cingalais bouddhistes et Tamouls hindous a pris fin, la cohabitation entre les différentes communautés est encore loin d'être optimale et le respect des minorités religieuses n'est pas encore acquis. La question était davantage ethnique que religieuse mais ici aussi le facteur religieux a accentué les divergences. Au Myanmar, la fin officielle de la junte militaire a remis en avant la question des minorités ethniques – et dans certains cas religieuses, comme dans l'Etat du Rakhine avec la minorité musulmane Rohingya. Des violences confessionnelles ont également eu lieu dans d'autres Etats, faisant plusieurs dizaines de morts, particulièrement au sein de la minorité musulmane, ce qui a fait réagir les pays islamiques.

L'**Europe** n'est pas non plus épargnée, que cela soit dans les relations directes entre communautés religieuses dans nos sociétés, ou face aux bouleversements politiques dans d'autres pays entretenant des liens avec certaines de nos communautés. Ainsi, le conflit israélo-arabe n'est jamais bien loin quand il s'agit des relations entre Juifs et Musulmans. L'antisémitisme n'est pas un mythe et l'on en constate ces dernières années une recrudescence dans certains pays. Je ne vais pas évoquer ici la situation dans les Balkans, d'autres l'ont fait avant moi.

On le voit, aucun continent, aucune religion n'est épargnée. La mobilisation de tous est dès lors requise.

3. Actions à entreprendre

Que faut-il faire face à cette situation? Comment contribuer à garantir la liberté religieuse partout et en toute circonstance?

Comme par le passé, la vigilance et la persévérance restent avant tout de mise.

Depuis que je suis Ministre des Affaires Etrangères, je n'ai cessé d'insister pour que les droits de toutes les minorités soient respectés, qu'il s'agisse de minorités ethniques ou religieuses. Toutes les composantes de la société, sans distinction, doivent pouvoir avoir les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur pays.

Il est donc tout d'abord primordial que les (nouveaux) régimes en place s'engagent à **respecter les droits de toutes les composantes de la société**. C'est crucial, surtout là où ces communautés sont présentes depuis des siècles. La Belgique et ses partenaires européens continueront de faire passer ces messages dans nos contacts avec les autorités de ces pays.

Le respect de ses droits commence également par le **respect des droits des autres**. La majorité dans un pays peut être la minorité dans un autre et inversement. Il ne faut jamais l'oublier. Je vois là un rôle important des communautés religieuses dans les autres pays: apaiser les tensions et rapprocher les gens plutôt qu'attiser les rivalités. Or trop souvent, on se présente comme le défenseur de "sa" communauté, sans nécessairement faire une analyse approfondie de la situation. Cela fait partie de la contribution de la société civile en faveur du mieux vivre-ensemble.

J'estime dès lors qu'il est essentiel de **défendre et de se mobiliser pour les valeurs et les principes en tant que tels** plutôt que pour des causes individuelles. Ce n'est que comme cela que l'on pourra être crédible et résoudre chaque crise de manière durable sans stigmatiser l'une ou l'autre communauté religieuse. Sinon, je crains que ce ne soit contreproductif et que cela ne contribue qu'à renforcer les divisions et à promouvoir le radicalisme.

En outre, je suis convaincu qu'une **séparation entre la religion et l'Etat** est indispensable pour éviter de politiser la foi, qui doit pour moi relever strictement de l'ordre de la sphère privée. Nous avons connu en Europe les effets qu'un mélange des genres peut apporter. Cette rupture entre la gestion étatique et l'Eglise, la Mosquée ou la Synagogue est à mon sens un passage obligé, même si les sociétés concernées n'y sont sans doute pas encore prêtes, surtout du côté des religieux. On constate certains reculs dans la Turquie d'Atatürk, ce qui est très préoccupant car c'est justement dans l'autre direction qu'il faudrait aller. Selon moi, le rôle de l'Etat devrait se limiter à fixer le cadre et surtout à veiller au respect de ces droits individuels.

Au XXIème siècle, le **droit de ne pas avoir de religion ou de croyance** devrait être un droit tout aussi important que celui de pouvoir pratiquer librement sa religion. Je me félicite que l'UE ait développé en juin dernier des lignes directrices sur la promotion et la protection des libertés de religion ou de conviction. Ce document réaffirme le droit fondamental de tout individu en la matière et sert de guide à la position de l'UE, notamment dans nos postes diplomatiques dans les Etats tiers. L'UE réaffirme ainsi les droits de chacun et non de communauté en particulier. Cette distinction est importante car certains privilégient le concept de diffamation des religions, qui peut remettre en question la liberté individuelle, notamment en matière de liberté d'expression et de conscience.

4. Conclusion

Je conclurai en reprenant les mots de John Kerry: "*As a country, as a society, we live and breathe the idea of religious freedom and religious tolerance, whatever the religion...*". Plus que jamais, la tolérance et le respect de l'autre, y compris de ses convictions, restent primordiales. Tout le monde a à son niveau un rôle à jouer et une contribution à apporter. J'espère que ce genre de conférence aura permis de rapprocher quelque peu les points de vue et surtout la compréhension des autres communautés.

Je vous remercie.

Les grands bouleversements politiques: Quel impact sur les minorités religieuses?

CONFERENCE INSTITUT EGMONT 18/12/2013

**Intervention de S.E. M. Didier Reynders,
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur et des Affaires européennes**

Messieurs les Professeurs,
Messieurs les Dignitaires religieux,
Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

Les développements de ces trois dernières années en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ce que l'on a communément appelé le printemps arabe) ont mené à bien des transformations sociétales dans ces pays. Ces bouleversements politiques ont en même temps remis à l'avant-plan la problématique de la situation des minorités religieuses.

Or, comme cela a été confirmé par les orateurs qui m'ont précédé, la **question est vaste et ne remonte pas à 3 ans**, y compris dans le monde arabe. La situation des Chrétiens d'Orient, par exemple, n'est pas nouvelle. Cela fait des années que ces communautés présentes pourtant depuis 2000 ans sont sous pression, en particulier en Iraq, menant à un exode massif. Le printemps arabe, et surtout l'arrivée au pouvoir de l'Islam politique, a certainement amplifié le phénomène. Je vais y revenir.

Le deuxième point de mon introduction concerne le fait qu'il est trop réducteur de penser qu'il s'agit d'un phénomène ne touchant essentiellement qu'aux relations entre Chrétiens et Musulmans. **Aucune religion n'est épargnée** et les rôles et les responsabilités ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. Les tensions existent également au sein d'une même croyance. Nous en avons souffert en Europe lors des guerres entre Catholiques et Protestants comme le monde musulman souffre actuellement des violences intersectaires entre Sunnites et Chiites. Le plus grand nombre de victimes de violences interconfessionnelles est d'ailleurs au sein même de l'Islam.

Troisièmement, on découvre ou redécouvre, à l'occasion de conflits internes et interétatiques, que les transitions vers un ordre étatique et social nouveau impliquent des affrontements sectaires oubliés ou réprimés par les anciens régimes, mais qui refont surface par la **volonté des parties de "politiser la religion"**. Cette dimension idéologico-religieuse a toujours fait partie des révolutions. Je ne vous apprends rien, chaque révolution à son Robespierre et son Fouquier-Tinville. Il est malheureux de le constater mais les transitions ont une fâcheuse tendance à raviver/renforcer l'intolérance, sous quelque forme qu'elle soit. Je pense ici au conflit qui a déchiré l'ex-Yougoslavie en son temps ou qui déchire actuellement la Syrie, le Mali ou encore le Nigéria, ou plus récemment la Centrafrique. Cette liste de pays étant, à mon plus grand regret, loin d'être exhaustive...

Dans nombre de **conflits**, la **dimension religieuse** en est soit à l'origine, soit contribue à les alimenter. Et ceci avec toutes les conséquences pour le post-conflit vu la radicalisation qui s'est développée, souvent dans les 2 camps. Les soutiens extérieurs ne font qu'exacerber les tensions. On le voit dans la crise syrienne où les puissances sunnites du Golfe y affrontent l'Iran chiite assistant le régime Assad avec l'aide du Hezbollah.

Il nous faut prendre conscience de notre point de vue est parfois biaisé et trop manichéen, avec une tendance à opposer systématiquement l'Europe à "l'Autre". Or, il convient de souligner la **très grande diversité des situations**. Cette diversité ne permet ni des raccourcis simplistes, ni des analyses uniformes. Il est important que l'on comprenne que les acteurs ne sont pas toujours les mêmes, que la majorité dans un pays peut-être la minorité dans un autre et inversement. Prenons pour exemple les cas de l'Iraq et de la Syrie: sous Saddam Hussein la minorité sunnite dominait la majorité chiite (ce qui n'est plus le cas actuellement); en Syrie c'est l'inverse, la minorité alaouite domine la majorité sunnite mais pour combien de temps encore?

Il faut également intégrer le fait que **"minorité" n'est pas synonyme d'"opprimés"**. La violence n'est pas que le seul fait de la majorité. Les extrémismes sont également à la base de nombreux mouvements de violences, je pense ici à Al-Qaeda, aux Talibans mais aussi aux juifs extrémistes ou encore aux bouddhistes birmans du mouvement "969"¹.

Nous devons enfin faire une **distinction entre "idéologie" et "idée de l'homme"**. L'idéologie est en effet toujours capable, même sur base du même matériau que l'idée de l'homme, d'en faire un outil de destruction systématique et jugé indispensable. Il faut malheureusement en être conscient et surtout en tenir compte.

2. Situations-pays

Permettez-moi de dire quelques mots sur des situations spécifiques et leurs conséquences sur les minorités religieuses.

Le **printemps arabe** tout d'abord. Je continue de penser que la transition prendra du temps, comme c'est le cas dans toute révolution. Il était quelque peu illusoire de croire que la transition démocratique allait s'enchaîner sans accros: que l'on assisterait à une révolution au printemps, que l'on allait adopter une nouvelle constitution en été, que l'on élirait un nouveau parlement à l'automne et qu'en hiver tout serait réglé. Un processus démocratique ne se limite pas au bon déroulement d'un scrutin électoral.

L'histoire européenne nous l'a démontré, ce processus prend du temps. Il n'est pas simple de passer d'un régime totalitaire fermement ancré dans la tradition d'un parti unique à un régime démocratique pluripartite. Cela a pris près d'un siècle à certains... Espérons que, dans ce cas-ci, comparaison ne soit pas raison.

¹ Mouvement "969": le nom fait référence à trois principes de base du bouddhisme - les neuf attributs spéciaux de Bouddha, les six attributs de son enseignement et les neuf attributs spéciaux de l'ordre bouddhiste.

Ceci dit, la victoire initiale de l'Islam politique sur le terrain, soit via les urnes, soit par la force, a quelque peu remis en question les acquis du passé. Je pense en particulier aux non ou moins religieux en Tunisie ou aux minorités en Syrie. L'un des mérites qu'il faut reconnaître au Président Assad était son bilan en matière de tolérance religieuse. Avant la guerre civile, toutes les minorités étaient protégées et les droits de chacun en matière de croyance étaient assurés. La montée des radicalismes – y compris dans le chef du régime – a changé la donne, ce qui est très inquiétant, en particulier pour l'après-Assad.

En **Afrique**, de plus en plus de conflits tendent à avoir une dimension religieuse, une nouvelle donne qui s'ajoute aux situations d'instabilité et de tensions ethniques. On en fait l'expérience au Mali, au Nigéria et en Centrafrique où des groupes avec un agenda religieux s'en prennent à d'autres communautés. Ici aussi, les soutiens externes et la politisation de la religion jouent clairement un rôle et compliquent la nature des différends. Avec bien entendu toutes les implications sur la stabilité sur le long terme. La présence de mouvements radicaux sur le continent, qui se réfugient dans des régions où l'absence d'Etat de droit représente à la fois une zone sans contrôle et un terreau fertile pour y semer des idéologies radicales au sein d'une jeunesse sans avenir. C'est particulièrement le cas en Somalie, avec des répercussions dramatiques pour les pays voisins.

En **Asie**, les développements de ces dernières années au Sri Lanka et au Myanmar ont permis d'améliorer la situation. Toutefois, si la guerre civile entre Cingalais bouddhistes et Tamouls hindous a pris fin, la cohabitation entre les différentes communautés est encore loin d'être optimale et le respect des minorités religieuses n'est pas encore acquis. La question était davantage ethnique que religieuse mais ici aussi le facteur religieux a accentué les divergences. Au Myanmar, la fin officielle de la junte militaire a remis en avant la question des minorités ethniques – et dans certains cas religieuses, comme dans l'Etat du Rakhine avec la minorité musulmane Rohingya. Des violences confessionnelles ont également eu lieu dans d'autres Etats, faisant plusieurs dizaines de morts, particulièrement au sein de la minorité musulmane, ce qui a fait réagir les pays islamiques.

L'**Europe** n'est pas non plus épargnée, que cela soit dans les relations directes entre communautés religieuses dans nos sociétés, ou face aux bouleversements politiques dans d'autres pays entretenant des liens avec certaines de nos communautés. Ainsi, le conflit israélo-arabe n'est jamais bien loin quand il s'agit des relations entre Juifs et Musulmans. L'antisémitisme n'est pas un mythe et l'on en constate ces dernières années une recrudescence dans certains pays. Je ne vais pas évoquer ici la situation dans les Balkans, d'autres l'ont fait avant moi.

On le voit, aucun continent, aucune religion n'est épargnée. La mobilisation de tous est dès lors requise.

3. Actions à entreprendre

Que faut-il faire face à cette situation? Comment contribuer à garantir la liberté religieuse partout et en toute circonstance?

Comme par le passé, la vigilance et la persévérance restent avant tout de mise.

Depuis que je suis Ministre des Affaires Etrangères, je n'ai cessé d'insister pour que les droits de toutes les minorités soient respectés, qu'il s'agisse de minorités ethniques ou religieuses. Toutes les composantes de la société, sans distinction, doivent pouvoir avoir les mêmes chances de s'épanouir et de contribuer au développement de leur pays.

Il est donc tout d'abord primordial que les (nouveaux) régimes en place s'engagent à **respecter les droits de toutes les composantes de la société**. C'est crucial, surtout là où ces communautés sont présentes depuis des siècles. La Belgique et ses partenaires européens continueront de faire passer ces messages dans nos contacts avec les autorités de ces pays.

Le respect de ses droits commence également par le **respect des droits des autres**. La majorité dans un pays peut être la minorité dans un autre et inversement. Il ne faut jamais l'oublier. Je vois là un rôle important des communautés religieuses dans les autres pays: apaiser les tensions et rapprocher les gens plutôt qu'attiser les rivalités. Or trop souvent, on se présente comme le défenseur de "sa" communauté, sans nécessairement faire une analyse approfondie de la situation. Cela fait partie de la contribution de la société civile en faveur du mieux vivre-ensemble.

J'estime dès lors qu'il est essentiel de **défendre et de se mobiliser pour les valeurs et les principes en tant que tels** plutôt que pour des causes individuelles. Ce n'est que comme cela que l'on pourra être crédible et résoudre chaque crise de manière durable sans stigmatiser l'une ou l'autre communauté religieuse. Sinon, je crains que ce ne soit contreproductif et que cela ne contribue qu'à renforcer les divisions et à promouvoir le radicalisme.

En outre, je suis convaincu qu'une **séparation entre la religion et l'Etat** est indispensable pour éviter de politiser la foi, qui doit pour moi relever strictement de l'ordre de la sphère privée. Nous avons connu en Europe les effets qu'un mélange des genres peut apporter. Cette rupture entre la gestion étatique et l'Eglise, la Mosquée ou la Synagogue est à mon sens un passage obligé, même si les sociétés concernées n'y sont sans doute pas encore prêtes, surtout du côté des religieux. On constate certains reculs dans la Turquie d'Atatürk, ce qui est très préoccupant car c'est justement dans l'autre direction qu'il faudrait aller. Selon moi, le rôle de l'Etat devrait se limiter à fixer le cadre et surtout à veiller au respect de ces droits individuels.

Au XXIème siècle, le **droit de ne pas avoir de religion ou de croyance** devrait être un droit tout aussi important que celui de pouvoir pratiquer librement sa religion. Je me félicite que l'UE ait développé en juin dernier des lignes directrices sur la promotion et la protection des libertés de religion ou de conviction. Ce document réaffirme le droit fondamental de tout individu en la matière et sert de guide à la position de l'UE, notamment dans nos postes diplomatiques dans les Etats tiers. L'UE réaffirme ainsi les droits de chacun et non de communauté en particulier. Cette distinction est importante car certains privilégient le concept de diffamation des religions, qui peut remettre en question la liberté individuelle, notamment en matière de liberté d'expression et de conscience.

4. Conclusion

Je conclurai en reprenant les mots de John Kerry: "*As a country, as a society, we live and breathe the idea of religious freedom and religious tolerance, whatever the religion...*". Plus que jamais, la tolérance et le respect de l'autre, y compris de ses convictions, restent primordiales. Tout le monde a à son niveau un rôle à jouer et une contribution à apporter. J'espère que ce genre de conférence aura permis de rapprocher quelque peu les points de vue et surtout la compréhension des autres communautés.

Je vous remercie.
